

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18491 - 72ÈME ANNÉE

Après les emplois d'avenir, les CIE-starter

## Pour la solidarité des Réunionnais envers le peuple malgache



Nous avons faim !



Le Sud de Madagascar doit faire face à une succession de sécheresses. Cette année, plus d'un million de personnes sont menacées par la famine. (photo Secours populaire)

**Maurice Gironcel, maire et conseiller départemental de Sainte-Suzanne, a adressé hier une lettre à la présidente du Conseil départemental afin qu'elle mette en œuvre un plan d'urgence pour venir en aide à nos voisins malgaches durement éprouvés par une crise alimentaire causée par la sécheresse. Voici le contenu de ce courrier.**

Madame la Présidente,  
Comme bon nombre de Réunionnais, j'ai été interpellé par la famine qui sévit actuellement à Madagascar. Compte-tenu des liens historiques entre les Malgaches et les Réunionnais, nous ne pouvons rester sans réaction devant une telle catastrophe humanitaire. Je vous demande donc de bien vouloir mettre en œuvre le plus rapidement possible, compte-tenu de l'urgence, un dispositif d'aide exceptionnelle aux autorités gouvernementales ou non gouvernementales de ce pays afin de venir en aide aux populations concer-

nées.  
Ce geste matérialisera la solidarité des Réunionnais envers le peuple malgache. Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de ma considération distinguée.

**Le Maire  
Maurice Gironcel**

## Sécheresse en Afrique australe

# 40 millions de personnes concernées

**Au moins 109 millions de dollars nécessaires pour fournir des semences et des intrants agricoles et pour rendre de nombreux autres services. Cet appel lancé le 28 juillet par la FAO reste toujours d'actualité, qui souligne que « 40 millions de personnes dans la région devraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire au début de l'année 2017 ».**

« Avant que ne commence les préparations du sol pour la campagne principale dans quelques semaines, près de 23 millions de personnes en Afrique australe ont besoin d'une aide urgente pour produire suffisamment afin de se nourrir et d'éviter d'être dépendants de l'aide humanitaire jusqu'à la mi-2018, a indiqué la FAO.

Un plan d'intervention préparé par la FAO vise à garantir la distribution de semences, engrais, outils et autres intrants aux petits exploitants agricoles, aux agro-éleveurs et aux éleveurs pour faire face à la sécheresse dans la région, une situation provoquée par le phénomène climatique El Niño. Il est également question de leur rendre d'autres services en apportant notamment une aide aux éleveurs.

Au moins 109 millions de dollars sont nécessaires pour fournir cette aide urgente.

Les agriculteurs doivent être en mesure de semer d'ici à octobre, au risque de les exposer à une diminution de la récolte en mars 2017. Une telle situation pourrait gravement affecter la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence de la région, a averti la FAO.

### La pire sécheresse depuis 35 ans

Deux saisons consécutives de sécheresse, avec notamment cette année la pire depuis 35 ans, ont particulièrement touché les familles vulnérables en zones rurales. Parallèlement, les prix du maïs et d'autres aliments de base ont augmenté.

Ainsi, 40 millions de personnes dans la région devraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire au début de l'année 2017, lorsque la période de soudure aura atteint son pic. Tous les pays en Afrique australe sont concernés.

« Le taux de chômage élevé et la

stagnation économique signifient que le principal moyen pour les populations de se procurer de la nourriture, est de la produire eux-mêmes. Les aider à réaliser cela, sera d'une importance vitale dans une région où les moyens d'existence de 70 pour cent de la population dépendent de l'agriculture » a déclaré David Phiri, Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique australe.

« Nous devons saisir cette occasion et s'assurer que les agriculteurs soient prêts à planter d'ici à octobre lorsque la pluie va commencer » a-t-il ajouté.

Le plan d'intervention de la FAO couvre 10 pays - Le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe - qui a demandé une aide spéciale.

### Faire face à El Niño, se préparer pour La Niña

L'impact d'El Niño se fait toujours sentir, avec notamment les effets de la sécheresse qui devraient atteindre leur paroxysme pendant la saison de soudure entre janvier et mars 2017, a précisé la FAO.

Une mauvaise récolte générale a exacerbé les cas de malnutrition chronique dans la région. Plus de 640 000 décès au sein du bétail et liés à la sécheresse, ont été enregistrés au Botswana, au Swaziland, en Afrique du sud, en Namibie et au Zimbabwe en raison d'épidémies et du manque de pâturage et d'eau.

La FAO appelle à investir afin d'équiper les communautés pour qu'elles puissent produire des semences et du fourrage résistants à la sécheresse et utiliser des technologies intelligentes face au climat telles que l'agriculture de conservation. L'objectif est de permettre aux familles rurales de renforcer leur résilience face aux futurs chocs climatiques.

L'équivalent du phénomène El Niño,

appelé La Niña, devrait vraisemblablement survenir plus tard cette année. Alors que La Niña pourrait apporter des pluies positives pour l'agriculture, des mesures doivent être cependant prises pour diminuer les risques d'inondations qui pourraient détruire les cultures sur pied et menacer le bétail, en le rendant notamment plus vulnérable aux maladies. Parmi les mesures clés figurent ; la consolidation des rives, la construction de petits barrages pour empêcher la propagation des crues soudaines et le stockage de plusieurs variétés de semences à cycle court qui même en étant plantées après une inondation, permettent d'avoir une bonne récolte.

La complexité et l'ampleur de la crise qui prévaut dans la région exige une étroite collaboration entre les agences humanitaires, les autorités régionales et les gouvernements nationaux. La FAO travaille de manière étroite avec la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ainsi qu'avec le Programme alimentaire mondial et les autres organisations des Nations Unies dans le cadre du Comité permanent inter-organisations (RIASCO).

L'appel de fonds de la FAO fait suite à un appel humanitaire régional de la SADC, lancé le 26 juillet 2016 à Gaborone par Seretse Khama Ian Khama, Président de la SADC et Président du Botswana. L'appel de la SADC estime à 2,7 milliards de dollars (dont 2,4 milliards manquants) la somme nécessaire afin d'aider à relancer tous les secteurs de l'économie régionale suite au phénomène El Niño.

**(Source FAO)**

## Édito

# La famine à Madagascar : reprendre le projet du sénateur Paul Vergès

**L**a famine dans le sud malgache ne date pas d'aujourd'hui, mais le phénomène semble s'installer de manière durable. L'UNICEF lance un appel à la solidarité. Nous avons là un cas pratique des recommandations de Paul Vergès qui demande de faire du changement climatique et de ses conséquences une cause supérieure pour tous.

Les médias ont salué comme il se devait les Jeux des jeunes de l'océan Indien à Antananarivo. Il aurait été intéressant de montrer à cette jeunesse comment elle se devait d'être encore plus solidaire, de leur parler des difficultés. On ne pourra pas continuer longtemps de cacher les réalités socio-économiques dans lesquelles les jeunes se débattent. Tout doit changer.

Paul Vergès a analysé les conséquences du changement climatique et ses conséquences directes. C'est lui qui est à l'origine de l'ONERC, une institution d'experts qu'il préside depuis plus de 12 ans. Mais, il est encore plus inquiet quand il projette l'impact de ce désordre inédit sur l'évolution démographique en cours. Il cite souvent le cas de Madagascar, pour souligner que c'est la convergence des phénomènes qui est le plus déstabilisant.

Sa conclusion est limpide : intervenir d'urgence pour s'adapter aux conséquences et agir en profondeur pour atténuer les risques prévisibles. Aujourd'hui, nous disposons des connaissances pour agir sur les 2 fronts, en même temps. Mal-

gré cela, il n'est pas sûr de gagner la partie si nous continuons à fonctionner avec le mode de vie actuel imposé par la mondialisation capitaliste.

Maurice Gironcel a déjà réagi en tant que Conseiller départemental pour demander d'actionner l'urgence pour aider Madagascar. Le Conseil régional doit en faire autant. Le gouvernement français, également. D'abord, parce que c'est une ancienne colonie dont la population a sauvé la France de l'occupation nazie et ensuite, parce que la France préside aujourd'hui la COI.

Dans le contexte de ces crises d'ampleur inédite, la COI doit jouer un rôle d'avant-garde sinon elle est inadaptée aux enjeux d'avenir. La France et la COI devraient reprendre la proposition de Paul Vergès déposée au Sénat pour un projet de développement durable et solidaire des pays de la zone.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Manifestation hier devant le Rectorat de l'Académie

# La question de l'emploi des Réunionnais à La Réunion de nouveau soulevée

**Des enseignants ont manifesté hier devant le Rectorat. Il protestait contre le système des mutations qui ne permet pas à tous les enseignants réunionnais qui le désirent de travailler au pays. Tous les ans, des Réunionnais titularisés dans l'Education nationale sont nommés en France et doivent donc quitter l'île s'ils souhaitent mener une carrière dans la fonction publique.**

**C**omme tous les ans, des Réunionnais qui viennent d'être titularisés dans l'Education nationale en tant qu'enseignants devront partir en France pour commencer leur carrière dans la fonction publique. Une fois là-bas, ceux qui veulent travailler dans leur île n'ont pas la garantie de revenir rapidement, malgré le fait que les natifs de l'île bénéficient d'un bonus de 1.000 points dans leur barème. Hier, plusieurs d'entre eux soutenus par un collectif ont manifesté au rectorat. Parmi eux, un professeur réunionnais en poste depuis 9 ans dans les Yvelines et qui n'est toujours pas muté à La Réunion malgré ses demandes successives.

**À part Mayotte, rien à moins de 10.000 kilomètres**

Cette revendication se heurte à l'application du droit commun. Dans le système français, la fonction publique est pensée à l'échelle de la République, et la mobilité est la règle. C'est pourquoi dans l'Education nationale, des enseignants ne travaillent pas forcément là où se situent leurs attaches familiales. Ils peuvent être dans une région voisine. Ils peuvent aussi souhaiter vouloir travailler dans des zones qu'ils considèrent plus attractives que celle dont ils sont originaires. C'est pourquoi des régions sont plus demandées que d'autres. La répartition s'effectue au niveau central, avec comme principe l'égalité du service public, à n'importe quel endroit de la République. C'est pourquoi un enseignant ne travaille

pas forcément dans une région conforme à ses vœux.

Appliquée à La Réunion, cette règle de la mobilité se heurte à la géographie. Le département voisin de notre île, c'est Mayotte. Force est de constater qu'actuellement, Mayotte ne fait pas partie des destinations très prisées. En raison des événements violents qui s'y sont déroulés cette année, près de 800 enseignants ont demandé à être mutés ailleurs, selon les chiffres de la CGT. Au-delà de Mayotte, le département le plus proche se situe à 10.000 kilomètres de La Réunion. Cela empêche donc le fonctionnaire originaire de notre île et nommé en France de retrouver ses attaches une fois par semaine. Sur ce plan, il n'est donc pas sur un même pied d'égalité qu'un de ses collègues qui a ses intérêts familiaux dans un département situé en France.

### Expérimenter ?

Dans d'autres services que l'Education nationale, la situation est encore plus difficile pour les Réunionnais mutés en France, car ils ne bénéficient pas d'un bonus permettant d'augmenter leur barème afin de pouvoir plus facilement choisir leur lieu d'affectation. C'est le cas notamment des policiers qui pour la plupart sont condamnés à passer des dizaines d'années en France avant d'espérer pouvoir un jour exercer dans leur île natale.

Pourtant, quand il a fallu faire face à une situation exceptionnelle à La Réunion, la France a dérogé au droit commun dans la fonction publique. Une telle rupture avait été expé-

rimentée quand il s'est agi de recruter massivement des instituteurs à La Réunion pour faire face à la croissance démographique et à l'arrivée à La Réunion de l'enseignement pour tous permis par l'abolition du statut colonial. Nombreux ont alors été les enseignants recrutés au niveau du brevet, ce qui dérogeait au droit commun. Ce recrutement dérogatoire n'a pas empêché ces fonctionnaires d'être à la hauteur du travail demandé.

Mais aujourd'hui le contexte est différent. Comment écrire pour les Réunionnais des règles spécifiques pour les mutations ? Cela semble compliqué dans le cadre actuel. Il est en effet difficile d'imaginer que la France puisse un jour rompre avec une organisation nationale de sa fonction publique. Tel n'est d'ailleurs pas le vœu des syndicats de fonctionnaires en France qui combattent fermement toute tentative de régionalisation. Un nouveau cadre reste donc à construire, pour que le problème de l'emploi des Réunionnais à La Réunion puisse être traité différemment.

**M.M.**

## Journée de la jeunesse : l'ONU appelle les jeunes à être les acteurs du développement durable

# « Les jeunes peuvent briser les schémas du passé »

A l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse qui a lieu chaque année le 12 août, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a encouragé les jeunes à promouvoir les objectifs de développement durable (ODD) en mettant l'accent sur l'élimination de la pauvreté et en favorisant des modes de consommation et de production durables.

**P**récisant qu'ils représentent « la génération de jeunes la plus nombreuse de l'histoire » et qu'ils sont « mieux informés que toutes les générations qui les ont précédés », le Secrétaire général de l'ONU a souligné dans un message que « les jeunes du monde entier peuvent, au niveau mondial, briser les schémas du passé et mettre le monde sur la voie d'un avenir plus durable ».

« Directement touchés par les tragiques contrastes qui existent à l'heure actuelle entre la pauvreté extrême et la richesse ostentatoire, la faim dévorante et le gaspillage alimentaire honteux, les riches ressources naturelles et les industries polluantes, ils peuvent apporter des solutions à ces problèmes, qui sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a dit M. Ban.



Des étudiants sur le site d'un projet de développement, soutenu par l'ONU, qui vient en aide aux populations vulnérables à Antananarivo, Madagascar. Photo ONU/Mark Garten

### « Donnons la liberté d'action »

« Nous comptons sur les jeunes du monde entier pour participer activement à la transformation de la production et de la consommation des biens et des services, de façon à qu'elles répondent aux besoins essentiels et aux aspirations des plus pauvres sans surcharger les écosystèmes, déjà mis à rude épreuve », a ajouté le Secrétaire général qui a salué leur dynamisme, créativité et idéalisme ainsi que leur capacité à changer les attitudes et aider à créer des industries plus durables.

« Les jeunes jouent déjà un rôle dans les modes de production, de distribution et de consommation mondiaux et contribuent à l'entrepreneuriat vert en créant des produits et des services viables. Consommateurs responsables, ils

jouent un rôle de premier plan dans le passage à des modes d'achat plus justes, plus équitables et plus durables » a rappelé M. Ban.

« Donnons aux jeunes les ressources, le soutien et la liberté d'action dont ils ont besoin pour créer des changements durables dans le monde », a-t-il conclu dans son message.

### Pas de développement sans les jeunes

Dans un message diffusé hier, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, s'est fait l'écho du Secrétaire général.

« Les jeunes vivent aujourd'hui dans

les pays les moins avancés et assument le plus lourd fardeau des conflits et de la pauvreté. Il ne peut y avoir de développement durable si les jeunes restent sur la touche », a souligné la Directrice générale, « Je demande à tous les États membres et partenaires de l'UNESCO de soutenir leurs initiatives, de leur donner une voix, de les laisser se développer », a ajouté Mme Bokova.

Pour l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, « les jeunes offrent des solutions audacieuses et inspirantes aux défis les plus urgents de la planète »

« Les jeunes ne sont pas seulement les bénéficiaires du Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais ils détiennent surtout la clé de son succès » a souligné M. Alhendawi.

# Oté

## Inn-dé nouvèl dsi mouch a myèl

*Konm i di zordi nana lo myèl dann la kanpagn épi nana lo myèl dan la vil. Oplis i sava oplis bann mouch a myèl i trouv lé myé pou zot vnir an vil pou instal azot. Pars dann la kanpagn nana tro produi shimik é anplis ké sa la monokiltir i tyé la bio-divèrsité é sa sé in n'afèr mouch a myèl la bézoin.*

*Moush amyèl dési konsèy réjyonal Montpellier*

*Mi pans moin la fine fé in modékri la dsi dann nout zournal témoignages. Mi souvien, moi lété dann péi déor é l'avé in zourné port-ouvèrt pou vizit lo bann rush. Sa sé in n'afèr la bien intèrès amoin, sirtou ké apré la vizite l'apèl bann vizitèr pou gout lo myèl é si mi rapèl bien lo myèl té bien bon. Donk moin la pans ké sé in bone idé é sirtou in l'idé itil pars sa i prézèrv la bio-divèrsité.*

*Moush a myèl santinèl pou gardien la bio-divèrsité*

*I paré moush a myèl sa lé dsi la tèr dopi katrovin milyonn z'ané par la. Lé san konparézon avèk lo l'ansyènté l'om modèrn-san mil z'ané par la !- An pliské sa sé zot k'i bitine katrovin pour san bann flèr donk sé zot k'i prézèrv la byodivèrsité é an pliské sa, sé par zot ké nou nana manzé dsi la tèr. Na in savan té i apèl Einstein té i di konmsa, kan lo dèrnyé moush a myèl sra mor va rès l'imanité kat z'ané pou viv. A moins k'i sava trouv ankor in métod artifisyèl pou ranplas la métod natirèl bann z'abèye.*

*In kontra pou instal bann rush dann la komine Le Port*

*Mi koné pa si zot i ansouvien mé nout zournal la anparl de sa : la komine la sign in n'akor avèk bann moun té i vé èlèv moush amyèl dann Port. Pou moin pèrsonèl sa té in n'afèr inportan touzour pou la késtyonn la bio-divèrsité é osi pou amontr dann tan-la té in minisipalité bien réspéktyèz pou la natir. I fo pa obliy Le Port avan té sèk vèy pa koman é ziska tan ké la plant sink san mil pyé d'boi é i fo dir la komine lé bien vèr. Arzout ankor èk sa dann la vil lo Port na plis pyé koko ké partou dann La Rényon.*

*In apèl pou instal bann rush dan la foré*

*Moin la lir dann zournal na dé troi zour, konsèy départmantal épi l'ONF la lans in apèl a projé pou sak i vé instal bann rush dann la foré. I fo dir sé in bone i dé pars la-ba la poin tousa produi shimij é selon lé ka nana bonpé flèr tout kalité. Sa sré bon pou bann z'abèy konm pou bann z'èlvèr moush é pou La natir La Rényon. Sa i ranplas pa in plan pou défann la bio-divèrsité an zénéral mé sa lé pa mal kant mèm.*

**Justin**

*« Zanfàn i èm avèk lo kèr, i grandi avèk la min ! » - In kozman po la rout*

*In pé i pans ké l'édikasyon i fé avèk lo kou, mé moin non. Moin na souvnans an avoir gingn lo kou mé mi souvien pa pou kosa égzaktoman é sirtou mi rapèl pi si sa la fé pous amoin pli droite sansa pli tort. Moin osi l'ariv amoin tap marmaye, mé mi gard in gou amèr pars sak moin la fé té inital épi sanm pou moin, moin lété bien lash kan moin la fé sa. Gingn lo kou, ou done lo kou marmaye, pou koué. Pars ou lé ènèrvé ? Bin i vo myé kalm aou. Gingn lo kou étan marmay ou sansa done lo kou pars marmaye la fé in fote ? Zot i pans pa in bon diskisyon sré méyèr ? Mi arète la pars sa i rapèl amoin mové souvnir étan marmaye, konm étan gran. Kozman zordi, mi èm pa ou ditou !*